

Bijlage 2: Verklaring van 21 EU-lidstaten over de toekomst van het Gemeenschappelijk Landbouwbeleid, d.d. 10 december 2009

Appel de Paris pour une politique agricole et alimentaire commune

Nous sommes à un moment crucial pour l'avenir de l'Europe et de son agriculture. Il y a dix jours entré en vigueur le traité de Lisbonne qui confirme, sans les modifier, les objectifs de la politique agricole commune fixés par les pères fondateurs : « *assurer le développement rationnel de la production agricole, assurer un niveau de vie équitable à la population agricole, stabiliser les marchés, garantir la sécurité des approvisionnements, assurer des prix raisonnables aux consommateurs* ». Dans quelques semaines, la nouvelle Commission entrera en fonction et les grandes orientations de la prochaine législature sont sur le point d'être tracées.

Ensemble, nous sommes convaincus que l'agriculture est au cœur d'enjeux cruciaux pour notre société : alimentation, préservation des ressources naturelles, création d'emplois, biens publics, vitalité économique des zones rurales et plus généralement développement rural. L'agriculture est un atout pour l'Europe et son développement politique et économique, notamment dans le contexte de la future stratégie UE 2020.

Pour répondre à ces enjeux, nous estimons qu'une approche équilibrée entre le jeu du marché et la préservation de nos choix collectifs en faveur d'une alimentation sûre et de qualité, de l'environnement et des territoires est possible. Face au changement climatique, à l'insécurité politique et alimentaire mondiale, à la volatilité des cours mondiaux et à la recrudescence des crises sanitaires, seule une politique publique ambitieuse, conduite à l'échelle du continent et avec des ressources adaptées peut garantir l'indépendance de l'Europe.

Ensemble, nous faisons résolument le choix de cette politique agricole et alimentaire européenne, dont les principes sont les suivants :

- **Développer le modèle alimentaire européen, marqué par une très grande diversité à laquelle nous sommes tous attachés.** Pour cela, nous voulons une politique qui assure une alimentation à la fois sûre, saine, équilibrée et de qualité, accessible à tous. L'Europe doit être en mesure de répondre aux besoins de 500 millions de consommateurs et de contribuer à l'équilibre alimentaire mondial. Pour cela, l'agriculture européenne doit être tout à la fois compétitive, durable et maintenue sur l'ensemble des territoires européens, dans le respect du modèle européen d'agriculture.

- **Donner aux agriculteurs les moyens de mieux répondre aux signaux du marché et de construire des stratégies gagnantes pour toutes les filières.** Pour qu'ils puissent investir et développer le potentiel agricole européen, nous devons leur assurer un revenu stable et décent face à la volatilité croissante des marchés. Cela passe par une régulation européenne qui permette d'affronter les situations de crise et de volatilité extrême des marchés. Cela passe aussi par le développement de l'innovation et la promotion de relations loyales entre les partenaires des filières.
- **Relever le défi environnemental.** L'agriculture est une activité trop stratégique pour n'être considérée que comme un simple outil de lutte contre le changement climatique. En revanche, comme toute activité économique, l'agriculture doit davantage prendre en compte la protection de l'environnement et du bien-être animal. C'est la préservation même du potentiel agricole qui est en jeu. C'est la raison pour laquelle la politique européenne doit mettre l'agriculture en situation de produire mieux et de valoriser sa contribution positive à l'environnement et à la croissance verte.
- **Assumer nos choix collectifs.** La sécurité alimentaire et sanitaire, la préservation de l'environnement et des paysages, l'équilibre des territoires et la diversité des exploitations sont autant de biens publics européens auxquels nous sommes attachés. Mais ils ont un coût que les agriculteurs ne peuvent prendre à leur seule charge. Nous devons aussi garantir que les produits importés en Europe respectent bien toutes nos normes.

Ensemble, nous sommes prêts à examiner sans tabou, et avec le souci permanent de la simplification, tous les instruments existants ou nouveaux pour atteindre ces objectifs, qui demeurent au cœur du projet politique pour l'Europe. Dans ce contexte, sans préjudice des perspectives financières pour la période d'après 2013, nous nous engageons à examiner les possibilités de développement du mécanisme des paiements directs, en vue de renforcer sa légitimité au niveau européen, visant à traiter de façon égale des situations égales.

Seule une politique à l'échelle européenne peut le permettre, en apportant une valeur ajoutée significative par rapport à une juxtaposition de politiques nationales inadaptées à notre marché intérieur unifié. Nous devons avoir les moyens de nos ambitions. L'agriculture ne saurait être une variable d'ajustement.

Nous appelons tous ceux qui le souhaitent à participer à ce grand débat ouvert. Parce que l'agriculture européenne, c'est nos emplois. Parce que l'agriculture, c'est notre alimentation. Parce que l'agriculture, c'est notre environnement et nos territoires. Parce que l'agriculture, ce sont des biens publics et des externalités positives. Parce que l'agriculture, c'est notre indépendance. Parce que l'agriculture, c'est la conception que l'on se fait de notre avenir en Europe et de l'avenir de l'Europe dans le monde. L'agriculture européenne, c'est l'affaire de tous les Européens.